ÉCONOMIE | PAYS DE BREST

SECOND SEMESTRE 2024 :

ENTRE INERTIE POST-CRISE ET NOUVELLES INCERTITUDES

#141 I Juin 2025 **OBSERVATOIRE I** Note de conjoncture

Chiffres clés du pays de Brest à la fin du 2d semestre 2024

(Évolution par rapport au 2d semestre 2023)

les + les − les =

48 % des chefs d'entreprises déclarent une baisse de chiffre d'affaires au 2d semestre 2024 (+13 points par rapport au 2d semestre 2023)

Source : CCI Finistère, Adeupa

1 100 salariés privés supplémentaires
+1 % en un an
(+0,3 % en Bretagne)

Source : Urssaf

En hausse significative :
- Hôtellerie restauration
- Autres industries

En baisse :
- Administration, santé et social
- Services administratifs et de soutien

53 000 m² autorisés en immobilier d'entreprise
-42 % en un an

Source : SDES Sit@del2

607 logements autorisés
-41 % en un an

Source : SDES Sit@del2

25 637 déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 2d semestre 2024
-2,4 % en un an
(-4 % en Bretagne)

Source : Urssaf

189 procédures collectives en 2024 (+4 % en un an)

Source : CapFinancials

6 % de taux de chômage au 4e trimestre 2024 dans la zone d'emploi de Brest
-0,2 point en un an
(5,9 % en Bretagne)

Source : Insee

30 943 demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 2d semestre 2024
+2,6 % en un an
(+2 % en Bretagne)

Source : Dreets Bretagne

Focus : levées de fonds

10 opérations recensées pour **40,1 M€** de fonds levés depuis la dernière labellisation French Tech en 2023

Les principales levées : **Seederal** (tracteur électrique), **OSO-AI** (boîtier de surveillance des personnes vulnérables), **Imeon Energy** (onduleurs solaires), **Bluefins** (système de propulsion des navires)

ADEUPa BREST • BRETAGNE

En résumé

Après plusieurs semestres de reprise post-covid, le pays de Brest, à l'image du territoire national, semble entrer dans une phase de stabilisation économique, voire de ralentissement sur certains fronts. Si l'emploi salarié privé et le taux de chômage restent bien orientés, d'autres indicateurs — tels que les déclarations préalables à l'embauche, les procédures collectives, le nombre de demandeurs d'emploi ou les autorisations d'urbanisme — témoignent d'un essoufflement progressif. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte national et international incertain, marqué au second semestre par un affaiblissement de l'investissement, et des incertitudes géopolitiques et monétaires persistantes. Le pays de Brest conserve une forme de résilience, mais avance pour 2025 sur une ligne de crête.

Activité économique

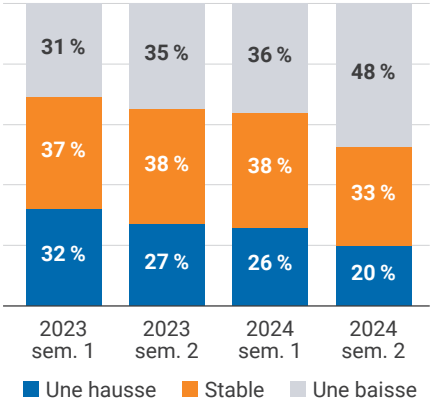
Un contexte économique incertain qui pèse sur les entreprises du bassin brestois

Au second semestre 2024, près de 48 % des chef·fes d'entreprises du bassin de Brest signalent une baisse de leur chiffre d'affaires, contre 36 % au semestre précédent et 35 % un an plus tôt. Cette tendance s'aligne sur la dynamique régionale (47,5 %), traduisant un environnement économique moins favorable. Malgré un ralentissement de l'inflation, la consommation des ménages reste faible, ces derniers privilégiant l'épargne de précaution au détriment des dépenses. Les entreprises, quant à elles, limitent leurs investissements en raison d'un contexte bancaire contraignant et d'incertitudes budgétaires et fiscales. Par ailleurs, les tensions géopolitiques persistantes n'ont pas suffi à compenser le ralentissement de la demande intérieure.

43 % des dirigeant·es constatent une baisse de leurs marges, contre 34 % un an plus tôt. La tendance devrait se poursuivre en 2025, avec 40 % d'entre eux anticipant une nouvelle diminution.

Les entreprises réduisent aussi leurs effectifs : la part de celles signalant des suppressions de postes a bondi de 12 points en six mois, atteignant un niveau inédit. Cette dynamique devrait se prolonger début 2025, puisque 19 % des sondés prévoient encore des réductions de personnel. Enfin, l'investissement est en berne. 39 % des entreprises ont freiné leurs dépenses en 2024, une tendance qui devrait s'intensifier en 2025, avec 40 % d'entre elles anticipant un nouveau repli.

Évolution du chiffre d'affaires



Source : CCI Finistère, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, Adeupa Brest-Bretagne

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2025 : UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, UNE INFLATION SOUS CONTRÔLE

Les projections macroéconomiques intermédiaires de mars 2025 publiées par la Banque de France indiquent un ralentissement de l'économie française en 2025, avec une croissance prévue à 0,7 %, après 1,1 % en 2024. Cette décélération s'explique notamment par l'essoufflement des effets positifs des Jeux olympiques (bien qu'inégaux selon les régions) et par un climat d'incertitudes géopolitiques pesant. Les tensions en Europe de l'Est et au Moyen-Orient continuent d'alimenter les fluctuations sur les marchés de l'énergie et des matières premières, tandis que les décisions protectionnistes des États-Unis pèsent sur le commerce international et affectent les perspectives des exportations françaises.

Cependant, la Banque de France anticipe une reprise progressive à partir du second semestre 2025, avec des taux de croissance projetés de 1,2 % en 2026 et 1,3 % en 2027. Du côté de l'inflation, la tendance est à la décrue :

- L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), devrait passer de 2,3 % en 2024 à 1,3 % en 2025, avant de se stabiliser au-dessous de 2 % en 2026 et 2027.

- Cette modération de l'inflation s'explique par une normalisation progressive des tensions sur les prix des biens et services et d'une moindre progression des salaires, conduisant à une stabilité du salaire réel pour 2025.

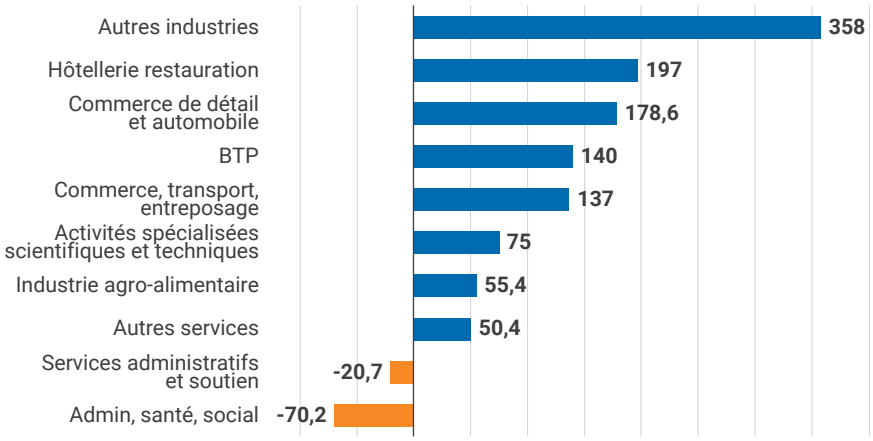
Une dynamique record d'emploi salarié privé qui s'inscrit dans le temps

Au second semestre 2024, la dynamique de l'emploi du pays de Brest se poursuit. Le territoire enregistre un solde net positif de 1 100 salariés sur l'année (+1 %) et atteint un volume record d'effectifs salariés. Il s'agit, à l'échelle régionale, de la deuxième plus forte progression annuelle, juste derrière le pays de Brocéliande (+2,5 %). Cette croissance est nettement supérieure à la tendance régionale, où l'emploi salarié progresse à peine (+0,3 %), marquant un premier ralentissement depuis l'élan post-crise sanitaire. Le pays de Rennes, par exemple, affiche une stabilité totale de l'emploi.

Ce dynamisme global cache néanmoins des disparités territoriales. Les communautés de communes de Lesneven Côte des Légendes (+4,4 %), du Pays d'Iroise (+3 %), du Pays des Abers (+2,5 %), de Pleyben-Châteaulin-Porzay (+2 %) et, dans une moindre mesure, de Landerneau-Daoulas (+1,5 %) tirent la croissance. À l'inverse, Brest métropole et la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime (+0,4 %) enregistrent une progression plus modérée, s'inscrivant dans une trajectoire plus proche de celle observée à l'échelon régional.

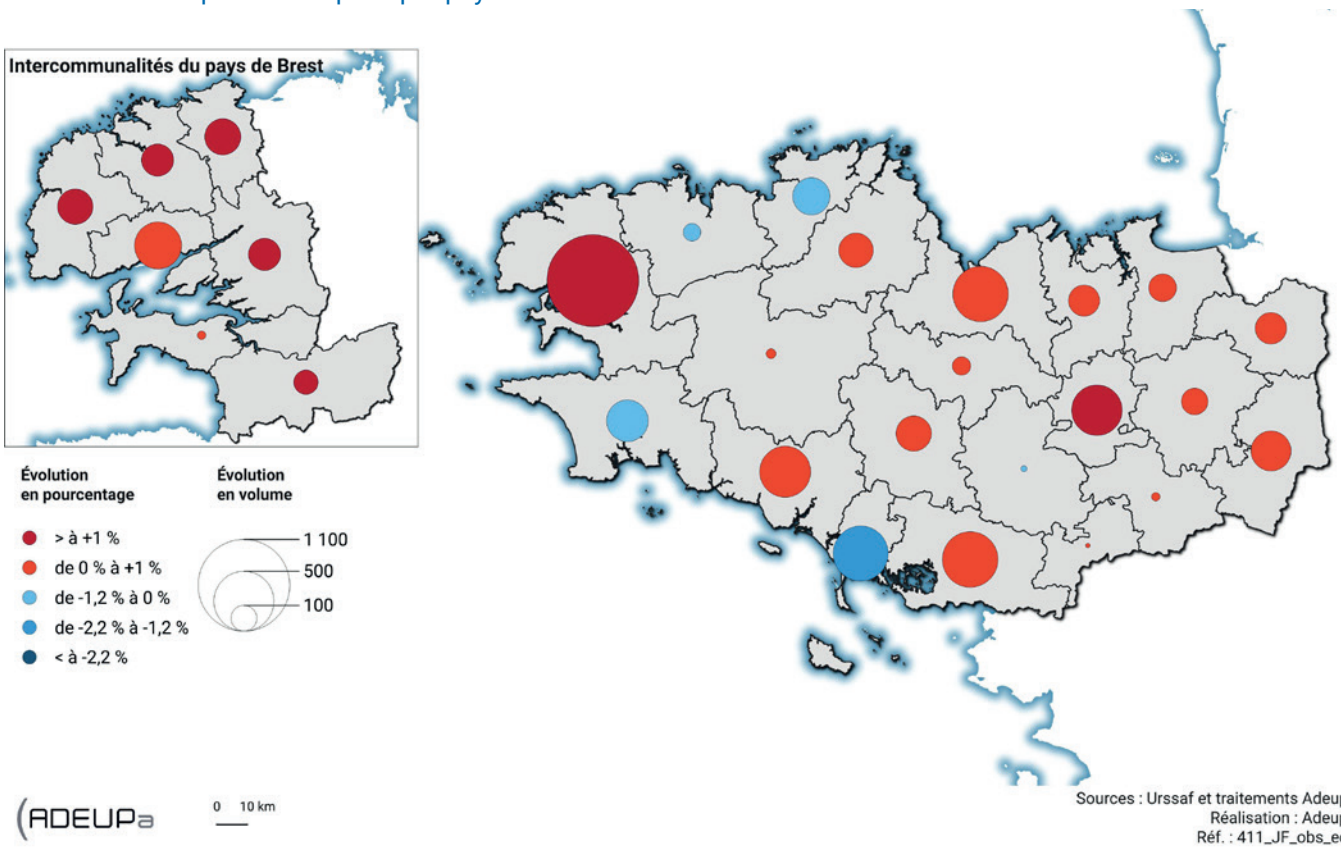
L'analyse sectorielle confirme cette hétérogénéité. L'hôtellerie-restauration (+2,9 %), l'industrie hors agroalimentaire (+2,5 %) et le commerce de détail et d'automobiles (+1,2 %) sont les principaux moteurs de l'emploi. En revanche, les activités de santé et d'action sociale (-0,4 %), ainsi que les services administratifs et de soutien (-0,3 %) connaissent un recul avec, respectivement, 70 et 21 emplois perdus. Le secteur du BTP, malgré un contexte difficile en 2024, fait preuve d'une remarquable résilience sur le territoire brestois, une tendance inverse à celle observée à l'échelle de la Bretagne.

Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les deuxièmes semestres 2023 et 2024 dans le pays de Brest



Source : Acoss-Urssaf - Traitement : Adeupa

Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4es trimestres 2023 et 2024



Sources : Urssaf et traitements Adeupa
Réalisation : Adeupa
Réf. : 411_JF_obs_eco

Locaux d'activité économique : un recul des surfaces autorisées au 2d semestre

Après une croissance enregistrée en début d'année 2024 par rapport à 2023 (+13 %), le second semestre marque un net repli de 42 % des surfaces autorisées de locaux d'activités dans le pays de Brest, pour atteindre un total de 53 000 m². Bien que cette baisse soit notable, le volume global pour 2024 demeure comparable à celui de 2021, les années 2022 et 2023 constituant des années particulièrement dynamiques en matière d'autorisations. Au cours du semestre, 13 permis de plus de 1 000 m² ont été recensés. À l'exception des locaux industriels (+51 %), l'ensemble des typologies de locaux connaît un fléchissement, le plus marqué étant du côté de l'hébergement hôtelier, où moins de 1 000 m² ont été autorisés contre 18 000 au second semestre 2023. Au global, le service public demeure la catégorie la plus représentée (17 500 m²), suivie par les entrepôts et les bureaux (10 000 m²).

Le permis le plus important du semestre concerne l'enseignement supérieur. Dans le prolongement de la bibliothèque universitaire des lettres, l'UBO prévoit la construction d'un nouveau bâtiment de 3 500 m² pour désengorger le site actuel du pôle santé, qui regroupe la faculté de médecine et des sciences de la santé, la faculté d'odontologie et de maïeutique, l'institut de formation en masso kinésithérapie et le département universitaire d'orthophonie. Cette nouvelle structure accueillera le centre de simulation Cesim, le service universitaire de formation continue et d'alternance (Sufca), ainsi que l'Institut de formation des psychomotriciens. Une extension de 1 900 m² abritera en parallèle la bibliothèque universitaire en santé. L'investissement est évalué à 18 M€.

La fondation Ildys (hébergement médico-social et action sociale) a obtenu un permis de 3 643 m² rue Alain Colas à Brest, sur le site de Ty Yann.

À Plougastel-Daoulas, une opération de rénovation et d'extension du complexe scolaire Kéravel vise notamment à agrandir la cour et les salles de classe pour un coût des travaux estimé à 7,4 M€ HT.

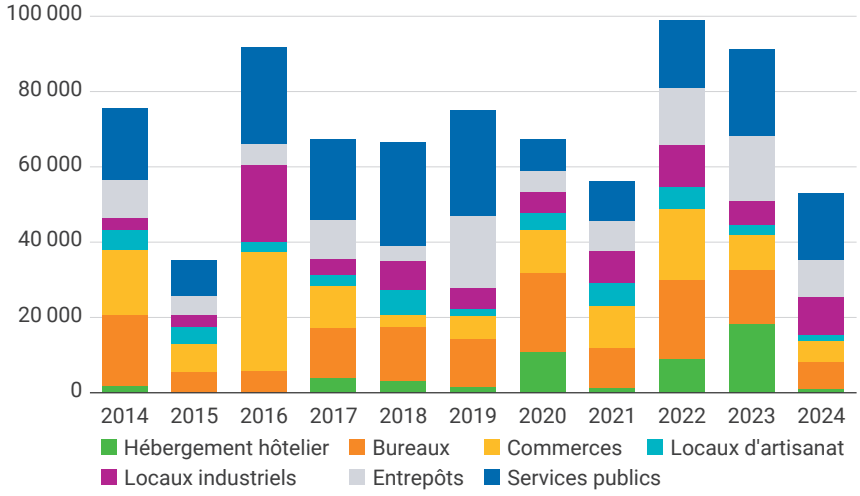
Un permis de construire de 2 218 m² a été déposé par la SPL Eau du Ponant à Plouédern, dans le cadre du vaste projet de rénovation et d'extension de l'usine de production d'eau potable. Mise en service en 1923, l'usine arrive aujourd'hui en fin de vie, nécessitant des travaux d'envergure pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement. Le projet prévoit la construction d'un nouveau bâtiment de traitement, ainsi que la création de deux réserves d'eau sous forme de bassins. Un autre objectif majeur est d'améliorer la qualité de l'eau distribuée. Les travaux, lancés en septembre 2024, devraient se poursuivre jusqu'en 2027, pour un coût estimé à 43 M€.

Enfin, Polder Guyot (coentreprise formée par Guyot Environnement et Idex) prévoit d'investir 70 M€ dans la construction d'une centrale de cogénération sur le port de Brest. Cette installation utilisera des combustibles solides de récupération pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité. La centrale fournira de la vapeur à l'usine de Bunge via un réseau de chaleur. L'électricité produite sera, quant à elle, injectée dans le réseau courant. La mise en service est prévue pour 2027 et entraînera la création de 14 emplois pour son exploitation.

Principaux permis déposés au cours du 2d semestre 2024 (surface autorisée > 2 000 m²) :

- **Nouveau pôle santé de l'UBO, avenue Foch, Brest,** 5 441 m², (service public : enseignement supérieur)
- **Fondation Ildys, rue Alain Colas, Brest,** 3 643 m² (service public : santé)
- **Extension-rénovation du groupe scolaire Kéravel, rue Jules Ferry, Plougastel-Daoulas,** 2 575 m² (service public : éducation)
- **Extension-rénovation d'usine de production d'eau potable, Pont-ar-Bled, Plouédern,** 2 218 m² (service public : eau)
- **Clyma, avenue Barron Lacrosse, Gouesnou,** 2 156 m² (locaux industriels, bureaux)
- **Guyot Environnement, rue Jean Charles Chevillote, Brest,** 2 129 m² (locaux industriels, bureaux)

Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 2d semestre dans le pays de Brest



Source : SDES Sit@del2

« Le permis le plus important du semestre concerne l'enseignement supérieur »

Trafics au port de commerce en progression

Pour la seconde année consécutive, le trafic global est en hausse (+2 %).

Le poste des vracs solides non agroalimentaires a progressé de 3 %. Les échanges de sable, de copeaux de bois et de ciment se sont accrus respectivement de 9 %, de 20 % et de 17 %.

À l'inverse, le trafic de ferrailles a reculé de 8 %.

Le poste de vracs solides agroalimentaires poursuit sa croissance : +5 % en 2023, et +7 % en 2024 tandis que la forte hausse des échanges de graines de soja (+65 %) a permis de compenser les baisses de trafics pour les autres postes : graines de colza (-86 %), tourteaux de soja (-91 %) et de colza (-58 %).

Le poste de vracs liquides agroalimentaires est en recul de 9 %.

Les importations d'hydrocarbures ont progressé de 2 %.

Après une hausse de 6 % en 2023, le trafic conteneurs a encore augmenté (+3 %). La quantité de pommes de terre transportée par conteneur s'est accrue de 49 %. Les échanges de poudre de lait et de viandes congelées ont baissé respectivement de 43 % et de 3 %.

- **Trafic : 2,699 Mt** en 2024 (+2 %)

Bonne santé de l'aéroport Brest-Bretagne

En 2024, la hausse du trafic passagers se poursuit (+16 %). Le record de 2019 (1 236 121 passagers) n'est pas encore atteint.

La fréquentation vers la capitale a reculé de 8 % en raison de la fermeture, en novembre 2023, de la ligne vers Paris-Orly et de la baisse d'activité vers Paris CDG (-1,6 %).

Le trafic vers les autres destinations nationales est en léger recul (-1,6 %). Depuis avril 2024, EasyJet a cessé d'exploiter la ligne Brest-Lyon (-38 %). Vers Nice, le nombre de passagers est en baisse de 44 %. À l'inverse, vers Marseille et Toulouse, de belles progressions ont été enregistrées (respectivement +29 % et +282 %).

L'ouverture de la base de la compagnie Volotea et le démarrage de plusieurs lignes vers l'Europe ont permis de booster la fréquentation (près de 155 000 passagers supplémentaires) : Barcelone (23 539 passagers), Rome (18 695), Malaga (18 238), Athènes (18 130)…

- **Mouvements commerciaux : -5,6 %**
- **939 106 passagers** (+16 %)
- **1er aéroport de Bretagne** en nombre de passagers

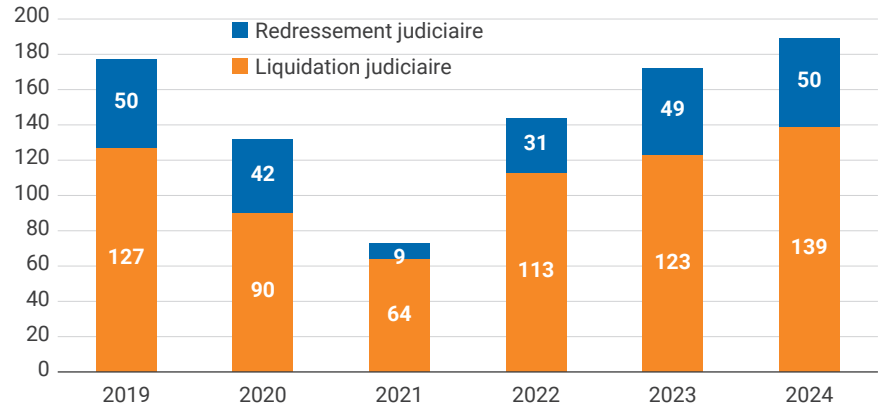
Activité de réparation navale civile : baisse du nombre de navires

Après avoir enregistré une progression, l'activité de réparation navale est en recul. En 2024, 34 navires ont été accueillis en cale sèche, soit 5 de moins que l'année précédente. À quai, 21 navires ont été comptabilisés, contre 22 en 2023.

En revanche, le nombre d'heures de grues est en hausse : 12 266 heures (y compris EMR), contre 10 349 heures en 2023.

- **55 navires** traités en 2024 (contre 61 en 2023)
- **12 266 heures de grues**, soit +19 % par rapport à 2023

Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement entre 2019 et 2024 dans le pays de Brest



Source : CapFi - Traitement Adeupa

Hausse des défaillances pour la troisième année consécutive

Le pays de Brest connaît une augmentation des défaillances d'entreprises (liquidations et redressements) pour la troisième année consécutive. En effet, ce chiffre est en augmentation de 4 % par rapport à 2023, s'établissant à 189 procédures, soit 17 défaillances supplémentaires. Si le nombre de procédures de redressement se stabilise (50 en 2024), celui des liquidations judiciaires augmente de façon conséquente (+13 % soit 16 liquidations supplémentaires). Outre les tarifs de l'énergie et les taux d'intérêts élevés, ce volume s'explique également par la poursuite du remboursement des prêts garantis par l'État contractés lors de la crise sanitaire. Il doit donc être remis en perspective, car il constitue un « effet de rattrapage » au regard des niveaux exceptionnellement bas de 2021. Ainsi, bien qu'étant élevé, le niveau de défaillances observé se situe dans la moyenne des années pré-covid (de 2015 à 2019).

Des dynamiques contrastées s'opèrent entre intercommunalités du pays de Brest. Le pays des Abers semble tirer son épingle du jeu avec 33 % de défaillances en moins, à relativiser au vu du faible volume associé (8 défaillances en 2024). À l'inverse, deux intercommunalités ont vu leur nombre de défaillances fortement augmenter : le pays d'Iroise (16 défaillances en 2024 contre 6 en 2023) et la presqu'île de Crozon-Aulne maritime (13 défaillances, soit 4 supplémentaires). Dans les autres intercommunalités, la situation reste relativement stable.

Sectoriellement, les activités d'hôtellerie-café-restauration sont les plus impactées, avec 40 défaillances, soit plus de 20 % du total. Les services, commerces et activités de logistique apparaissent également bien représentés (coiffure, commerce de détail et de gros, transport…). Enfin, du fait d'une conjoncture particulièrement défavorable, le secteur de la construction enregistre lui aussi un nombre important de défaillances, tant dans le gros œuvre que dans le second œuvre, incluant des métiers comme la maçonnerie, la menuiserie, la plomberie ou encore la peinture.

Focus : levées de fonds

Levées de fonds : de quoi parle-t-on ?

La levée de fonds consiste pour une entreprise à faire entrer des investisseurs dans son capital, en échange d'un apport financier. Ces investisseurs, qu'ils soient particuliers (business angels) ou professionnels (fonds de capital-risque), obtiennent des parts dans la société. L'objectif est de financer la croissance de l'entreprise, tandis que les investisseurs espèrent réaliser une plus-value à la revente ou percevoir une part des bénéfices de l'activité.

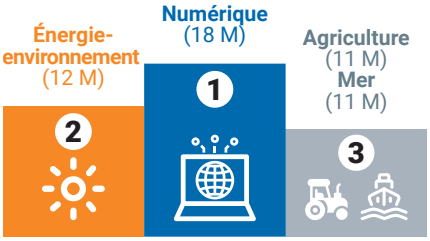
Intelligence artificielle et fintech dopent les levées en France, malgré une baisse globale

En 2024, dans un contexte économique et politique incertain, la France a connu une baisse des levées de fonds. Startups et fonds d'investissement s'inquiètent de l'instabilité actuelle et doivent rassurer les investisseurs sur la capacité du pays à rester un territoire attractif pour l'innovation. Selon le baromètre EY/France Digital, 723 sociétés de la French Tech ont levé près de 7,8 milliards d'euros, soit une baisse de 7 % en valeur et une quasi-stabilité en volume. Si l'année avait commencé sur une tendance stable par rapport à 2023, le second semestre a marqué un net recul de la valeur (-14 %). Les levées inférieures à 10 M€ et supérieures à 100 M€ progressent (+4 %), tandis que les autres tranches sont en baisse. En dépit de ce contexte, certains secteurs se démarquent : les logiciels bondissent de 46 % en valeur, portés par l'essor de l'intelligence artificielle. La greentech, malgré une baisse de 29 % en valeur, progresse de 32 % en volume. La fintech affiche aussi une hausse de 32 % des montants levés. Ces secteurs figurent, sans surprise, parmi les plus gros investissements et l'intelligence artificielle générative se positionne comme fer de lance du top 5 grâce à Mistral AI (468 M€) et Poolside AI (455 M€). Le top 5 est complété par Electra (304 M€), HR Path (250 M€) et Hysetco (200 M€), issus des logiciels et des greentechs.

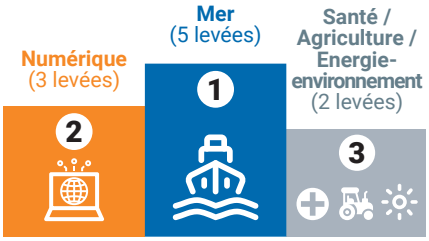
À l'échelle bretonne, les levées de fonds connaissent une progression significative en valeur (+44 %, soit 198 M€ levés) et une stabilité en volume (+1 %, soit 723 opérations). La dynamique est particulièrement marquée pour les startups de la French Tech Rennes/Saint-Malo qui ont vu leurs montants levés être multipliés par deux au cours de l'année. La French Tech Brest Bretagne Ouest, avec près de 35 M€ de fonds récoltés, observe quant à elle un recul par rapport à 2023 (-30 %), bien que la moyenne 2020-2024 reste supérieure à celle de 2016-2019.

Levées de fonds en 2023 et 2024 dans le pays de Brest, pays de Morlaix et Lannion-Trégor communauté

Top 3 en volume financier par secteur



Top 3 en nombre de levées de fonds



Pour le pays de Brest, plus de 40 M€ levés en deux ans

Depuis la dernière labellisation French Tech Brest Bretagne Ouest en février 2023, 40,1 M€ ont été levés dans le pays de Brest, pour un total de 10 opérations (soit une moyenne de 4 M€ par opération). L'intelligence artificielle continue d'être très représentée dans l'écosystème : la moitié des opérations intègrent cette technologie. À l'échelle de l'Ouest breton, un repositionnement du barycentre des levées de fonds est observé vers la métropole brestoise. Avant 2020, Lannion-Trégor Communauté dominait largement en la matière, grâce à la présence d'acteurs clés et par le dynamisme de la filière photonique, qui attiraient d'importants investissements. Depuis, la tendance s'est inversée. Le pays de Brest concentre désormais près de la moitié des montants levés, contre seulement 10 % entre 2016 et 2019.

Parmi les tours de table les plus significatifs, la startup Seederal a levé 11 M€ pour accélérer le développement de son tracteur électrique de 160 chevaux, destiné à décarboner le secteur agricole. Ce financement combine une levée de 7,1 M€ et 3,7 M€ d'aides publiques via le programme France 2030. OSO-AI, également située à Brest, a levé 10 M€ en 2023 pour accélérer le déploiement commercial en France et à l'étranger d'un boîtier de surveillance des personnes vulnérables permettant, grâce à une intelligence artificielle, de détecter des sons suspects (chutes, respiration, pas, chocs…) et d'alerter les soignants en cas de besoins. La société Imeon Energy a officialisé son entrée sur Euronext Growth, pour y lever près de 8 M€. Ces fonds lui permettront d'accroître ces investissements en R&D afin d'élargir ses gammes d'onduleurs solaires, embarquant une intelligence artificielle permettant de piloter à la production et le stockage d'énergie solaire. Bluefins a levé 4 M€ pour développer un système de propulsion biomimétique inspiré du mouvement de la queue des baleines, visant à réduire de 20 % la consommation de carburant des navires. Les fonds serviront à équiper un navire de 45 mètres pour des essais en mer prévus en 2025. La société EHM (Châteaulin) a levé également 4 M€ en 2023, pour poursuivre le développement de ses moteurs à combustion à hydrogène, dans une logique de décarbonation des camions et bateaux à passagers. À Plouzané, la société 52 Hertz, spécialisée dans la communication vocale sous-marine, a annoncé avoir levé 800 000 € pour accélérer le développement de son appareil de communication dédié à la plongée sous-marine, le Talky-Divy. Parmi les acteurs de cette levée, les fonds Breizh Up et Ifremer Investissement Innovation côtoient des investisseurs privés.

À quoi s'attendre pour la fin de 2025 ?

Au niveau national, les nombreuses incertitudes auxquelles les startups font face continueront de peser sur la capacité de l'écosystème à se projeter dans l'avenir. Entre appropriation de l'intelligence artificielle, recherche de financements et attrait des talents, les startups françaises feront face à de nombreux défis. Côté Ouest breton, plusieurs intentions de levées de fonds ont été annoncées pour les mois à venir. Parmi les plus importantes, on retrouve l'entreprise alimentaire Grain de sail, basée à Morlaix, qui exerce dans la vente des chocolats, cafés et vins bios qu'elle transporte à l'aide de ses voiliers cargos. La société souhaite ouvrir son capital à hauteur de 20 M€ pour poursuivre son développement en France et aux États-Unis, et renforcer sa flotte d'un troisième voilier cargo. À Plouzané, la startup de robots-sous-marins Mare Custos prévoit de lever 4,5 M€ courant 2026 dans un projet d'usine de fabrique d'engins autonomes destinés à différentes industries (offshore, EMR, télécoms…). Enfin, l'entreprise d'aéronautique Tompaero, basée à Lannion, a pour projet de développer un drone électrique destiné au transport d'urgence et cherche à récolter 600 000 € d'ici la fin 2025, avant une potentielle une levée de fonds supplémentaire de 2,5 M€ en 2026 pour accompagner son industrialisation.

Marché de l'emploi

Un chômage qui continue de reculer en 2024

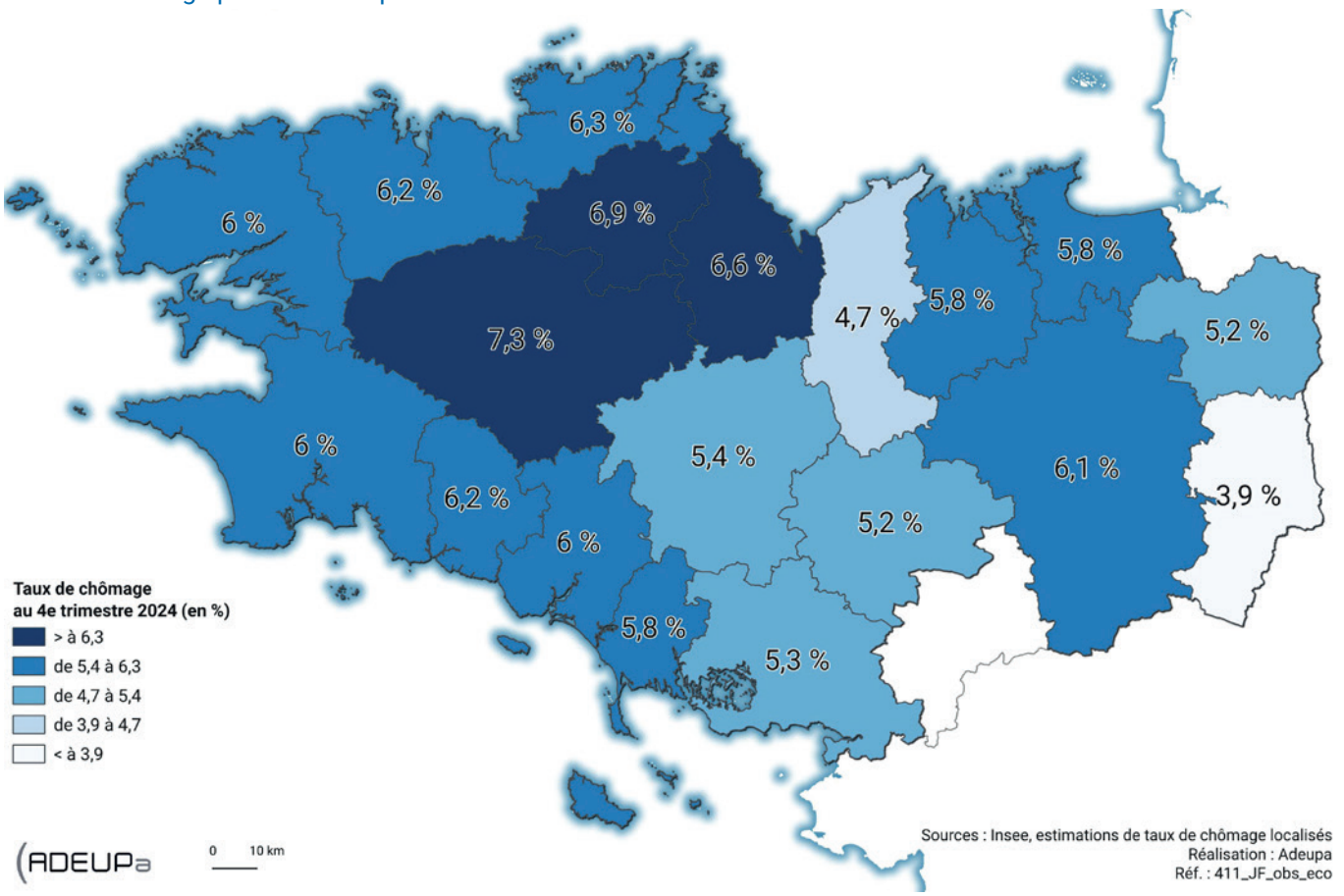
En clôture de l'année 2024, le taux de chômage s'élève à 6 % dans le pays de Brest, en recul de 0,2 point sur le trimestre et de 0,3 point sur l'année. Ce taux exceptionnel se rapproche donc du point bas observé en 2022, et constitue un recul de 3,3 points comparativement au point haut atteint en 2015. Depuis le 4e trimestre 2021, la zone d'emploi de Brest, à l'image de la plupart des zones d'emploi bretonnes, se caractérise par une stabilité remarquable du chômage à des niveaux historiquement bas, que l'on peut qualifier de « trajectoire en plateau ».

À l'échelle régionale, la tendance est également à la baisse, avec un taux de chômage moyen de 5,9 %, en recul de 0,2 point sur un an. La Bretagne reste ainsi, avec les Pays de la Loire, la région affichant le taux de chômage le plus faible. Sur les 20 zones d'emploi bretonnes, 18 enregistrent une baisse du chômage. Cette évolution confirme une tendance favorable observée entre les zones d'emploi bretonnes amorcée en début d'année : les territoires historiquement plus touchés par le chômage voient leur situation s'améliorer plus sensiblement, tandis que des zones historiquement proches du plein emploi tendent à s'y stabiliser.

Taux de chômage enregistré dans la zone d'emploi de Brest entre 2003 et 2024

Source : Insee - Traitement : Adeupa

Taux de chômage par zone d'emploi au 4e trimestre 2024



Un ralentissement des embauches

Au second semestre 2024, 25 637 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) supérieures à un mois ont été enregistrées dans le pays de Brest, un volume qui s'inscrit en recul comparativement à la même période un an plus tôt (-2,4 %), et correspondant à près de 640 contrats de moins. Cette tendance, déjà observée lors du semestre précédent, n'est pas l'apanage du pays de Brest, où la situation apparaît légèrement plus favorable que celle observée à l'échelon régional (-4 %). À titre de comparaison, le pays de Rennes connaît ainsi un recul des DPAE de 6,5 %, ceux de Lannion et de Loudéac une baisse respective de 8,7 % et de 10,3 %. Seul le pays de Fougères se distingue en Bretagne par une croissance des embauches sur la période (+2,5 %).

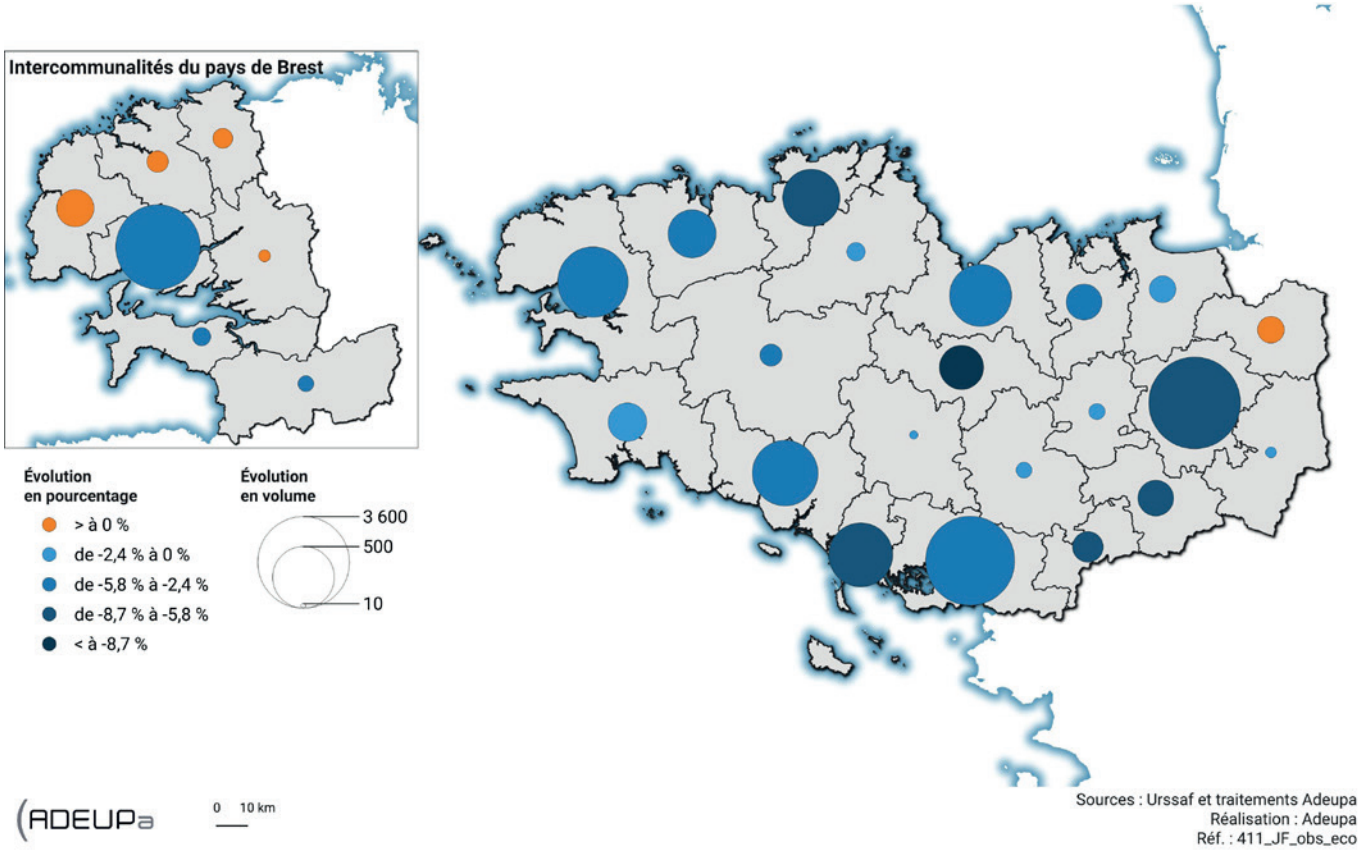
Le recul local des DPAE s'explique par la trajectoire moins favorable des CDI. Avec 440 contrats à durée indéterminée de moins au second semestre 2024 comparativement à 2023, la tendance de repli est marquée (-3,7 %). Dans le même temps, 200 CDD d'une durée supérieure à un mois sont recensés en moins sur la période. La volonté de moins recourir aux CDI, ainsi qu'aux CDD longs supérieurs à un mois, de la part des recruteurs, traduit une prudence accrue face à un environnement économique et politique conjoncturel incertain.

Dans une approche sectorielle, les trajectoires sont plus nuancées. Le secteur des autres services enregistre ainsi le recul le plus marqué de déclarations d'embauche (-8,8 %). Il comprend notamment les activités de services domestiques et regroupe des métiers sensibles aux cycles économiques et aux aides fiscales. Le secteur du BTP est marqué par un recul de 2,2 % des déclarations. Inversement, l'hôtellerie-restauration (+2,2 %) et le commerce (+6,7 %) ont davantage embauché.

Moins de difficultés de recrutement dans un contexte de recul des embauches

En 2025, les intentions d'embauche dans le pays de Brest reculent de 12 %, soit près de 2 000 projets en moins, signe d'un ralentissement de l'économie et de la prudence des employeurs. En Bretagne, la tendance est similaire (-14 %). Conséquence de ce contexte moins dynamique, les difficultés de recrutement diminuent dans le pays de Brest : début 2025, 50 % des projets sont jugés difficiles par les entreprises, soit 9 points de moins que l'année précédente. Malgré tout, ce niveau reste élevé, avec un projet de recrutement sur deux jugé comme difficile. Cette situation est également observée à l'échelle régionale, bien que dans une moindre mesure, avec un recul de 4 points des projets jugés difficiles (56 %). La baisse des projets de recrutement, couplée à une augmentation de la demande d'emploi sur le territoire, contribue à atténuer les tensions en opérant un rééquilibrage sur le marché du travail.

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2ds semestres 2023 et 2024



En volume, les secteurs où les projets de recrutement baissent le plus sont les auxiliaires de vie (-46 % soit 350 projets de moins), les jardiniers (-190) et les métiers de l'agriculture (-152, avec une détente sur les tensions de recrutement de 14 points). Dans les métiers de la restauration, même si le volume de projets reste important, un certain assouplissement est observé : 49 % des projets sont jugés difficiles pour le métier de serveur (-6 points) et 29 % pour les aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration (-9). Inversement, les difficultés sur le métier d'ouvrier agro-alimentaire bondissent de 64 points, avec 93 projets de recrutement supplémentaires. Enfin, le secteur de l'aide à la personne reste confronté à une crise persistante du recrutement, avec plus de neuf projets sur dix considérés comme difficiles pour les postes d'auxiliaires de vie et d'aides-soignants.

Une demande d'emploi qui se heurte à une économie contractée

16 220 demandeur·euses d'emploi de catégorie A[1] étaient dénombrés au sein du pays de Brest au second semestre 2024. Correspondant à une croissance de 3,1 % de la demande d'emploi sur un an, cette dynamique est similaire à celle constatée à l'échelle départementale (+2,5 %) et régionale (+3,3 %). La situation du pays de Brest apparaît pour autant relativement préservée, comparée à celle observée à l'est de la région, où la demande d'emploi s'établit en croissance de 6,8 % en Ille-et-Vilaine et de 8,6 % dans le pays de Rennes.

Toutes catégories confondues (A, B et C), 30 943 demandeurs d'emploi sont recensés, en croissance de 2,6 % en un an (+1,8 % en Finistère et +2 % en Bretagne). L'activité économique s'est trouvée malmenée lors des 6 derniers mois de l'année par des incertitudes politiques liées à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la difficulté de former un gouvernement. Le contexte économique national, européen et international est également venu percuter les anticipations des entreprises, créant un climat d'affaires instable.

Par profil, cette trajectoire de la demande d'emploi est cependant plus nuancée : tandis que les femmes (+3,5 %), les travailleurs handicapés (+1,2 %) et les séniors de plus de 50 ans (+0,7 %) sont plus nombreux à chercher un emploi, d'autres profils apparaissent moins en difficulté, à l'image des jeunes de moins de 25 ans (-0,7 %), des inscrits depuis plus de deux ans (-1,3 %), ou des inscrits depuis plus de trois ans (-8,6 %).

1. Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest :

16 220 demandeurs d'emploi de catégorie A (+3,1 % en un an ; +3,3 % en Bretagne)

30 943 demandeurs d'emploi de catégories ABC (+2,6 % en un an ; +2 % en Bretagne)

Évolution de la demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les femmes : +3,5 % ; +2,6 % en Bretagne

Les chômeurs de plus d'un an : -0,4 % ; +0,1 % en Bretagne

Les séniors : +0,7 % ; +1,1 % en Bretagne

Les jeunes de moins de moins de 25 ans : -0,7 % ; +6,2 % en Bretagne

Les travailleurs handicapés : +1,2 % ; +3,2 % en Bretagne

Source : Dares – France Travail, STMT – Traitement Dreets Bretagne

Ménages

Une baisse du surendettement en trompe-l'œil pour les ménages finistériens

Au cours du second semestre 2024, le Finistère est marqué par un léger recul des dossiers de surendettement (-1,7 %) par rapport à la même période un an plus tôt. Si cette tendance peut, en apparence, traduire une amélioration de la santé financière des ménages, le volume de dossiers déposés reste dans la moyenne observée au cours des six dernières années. Pour autant, et de manière plus préoccupante, les encours sur comptes ordinaires débiteurs enregistrent une forte progression (+16,7 %), une trajectoire nettement moins favorable que celle observée à l'échelon régional (+6,7 %). Le département est globalement marqué par une hausse continue des encours débiteurs depuis février 2022, atteignant un point haut en août 2024.

En Finistère, comme ailleurs sur le territoire régional et national, les ménages, qui s'étaient constitués une importante épargne au cours de la crise sanitaire, puis l'avaient consommée face à l'inflation en 2022 et 2023, doivent désormais faire face à un contexte politico-économique incertain. Dans ce cadre, l'épargne de précaution et la réallocation des investissements sont particulièrement visibles dans le département. Les dépôts à vue enregistrent une légère progression à la fin d'année 2024 (+1,2 %) par rapport à la même période en 2023. Dans le détail, les livrets, favorisés par leur liquidité et la facilité de mobilisation des fonds, sont particulièrement plébiscités (+5,5 %), notamment le livret d'épargne populaire (+12,3 %) et le livret de développement durable (+7,6 %), dont les conditions de rémunération restaient encore très favorables en 2024.

Ces arbitrages opérés en faveur des livrets se font au détriment des placements de plus long terme, jugés moins attractifs dans le contexte actuel. À ce titre, les encours sur le plan d'épargne logement (PEL) enregistrent une baisse significative sur un an (-11,1 %). Cette dynamique s'explique en grande partie par l'application d'une fiscalité plus lourde après 12 ans, incitant de nombreux détenteurs à clôturer leur plan, d'autant plus que les rendements des nouveaux placements restent faibles en 2024, et les conditions d'emprunt pas plus compétitives que les taux actuels appliqués aux crédits immobiliers.

Une production de logements collectifs à la peine

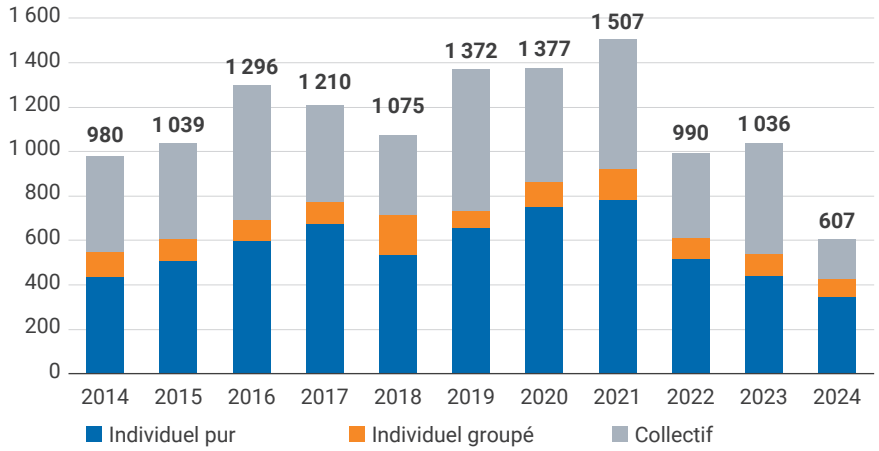
Au second semestre 2024, le nombre de logements autorisés (607) recule fortement comparativement au second semestre 2023 (1 036, soit 41 % de moins). Cette tendance déclinante amorcée dès 2021, semblait s'être atténuée voire interrompue, mais repart désormais de manière significative.

Si toutes les catégories de logement voient leur production diminuer, c'est bien dans le

logement collectif que la baisse est la plus marquée, avec 180 logements autorisés au second semestre 2024 contre près de 500 un an auparavant (-64 %). Différents facteurs peuvent l'expliquer. Tout d'abord, la hausse des coûts de construction, alimentée notamment par l'augmentation des prix des matériaux, a considérablement alourdi les charges des promoteurs immobiliers. Parallèlement, la fin progressive du dispositif Pinel, un soutien fiscal majeur pour l'investissement locatif, pourrait avoir entraîné une baisse des projets. Les logements individuels purs et individuels groupés reculent également, respectivement de -21 % et -20 %.

Parmi les projets en logement collectifs notables, on relève une opération du promoteur Ataraxia à Landerneau, rue du Maréchal Leclerc, concernant 72 logements. À Châteaulin, la construction d'une trentaine de logements sociaux est prévue sur le terrain de l'ancienne piscine. La société immobilière Nexity a prévu d'y implanter des T2, T3 et T4 au dernier étage.

Nombre de logements ordinaires autorisés au 2d semestre dans le pays de Brest

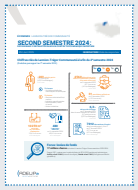


Source : SDES Sit@del2, traitement : Adeupa

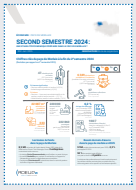
Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa

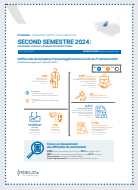
Tableau de bord : conjoncture économique du bassin de Brest au 2d semestre 2024



Lannion-Trégor Communauté – second semestre 2024 : des signaux contrastés dans un contexte économique incertain



Pays de Morlaix – second semestre 2024 : une stabilité économique précaire dans le pays de Morlaix ?



Guingamp-Paimpol Agglomération – second semestre 2024 : l'économie locale à l'épreuve des incertitudes

Et ailleurs

- Banque de France : Tendances régionales : Bretagne - mars 2025 | Banque de France
- Insee : Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne | Insee

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** François Le Pellec, Glen Joncour, Éric Stéphan (CCI Finistère)
Cartographie : Julien Florant | **Relecture** : Magali Can
Mise en page : Dynamo +
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél. : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : juin 2025
ISSN : 2425-9608 | **Réf :** 25-086 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE